

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION  
SOCIO-POLITIQUES — C.R.I.S.P.

16, RUE AUX LAINES, BRUXELLES 1

COURRIER HEBDOMADAIRE

CRISP N° 78.  
C.A. N° 15.  
30 septembre 1960.

S O M M A I R E.

=====

LE DEVELOPPEMENT DES OPPOSITIONS AU CONGO.

=====

1. Les formes "traditionnelles" de tension :
  - a) Comment se présentaient les oppositions avant le 30 juin 1960.
  - b) Les avatars de juillet-août-septembre 1960.
2. Les nouvelles formes de tension :
  - a) Le phénomène O.N.U.
  - b) La "nouvelle vague".
3. Conclusions provisoires.

\*  
\* \* \*

ANNEXES :

- I. Message de la JABAKO.
- II. Tract anonyme (Léopoldville).
- III. Conférence de M. BOLIKANGO.
- IV. Déclarations de M. LUMUMBA.
- V. Rapport du Secrétaire Général des Nations-Unies.

===  
=

LE DEVELOPPEMENT DES OPPOSITIONS AU CONGO.

=====

La crise que connaît la République du Congo depuis le 6 juillet 1960 ne se laisse pas réduire à un simple phénomène de "complots", d'opposition entre partis ou factions rivales ou aux dimensions du choc inévitable résultant de la mutation de régime qui s'est opérée au 30 juin.

Le rapport que le Secrétaire Général des Nations-Unies a soumis le 9 septembre au Conseil de Sécurité (nous en publions d'importants extraits en annexe) ainsi que le compte-rendu sténographique des séances du Conseil de Sécurité constituent des documents révélateurs de la situation réelle : banqueroute financière du pays; dépendance financière totale à l'égard de l'extérieur; non exercice des tâches administratives vitales; désorganisation persistante des forces de l'ordre; sécessions régionales conduisant à l'exacerbation des antagonismes tribaux et à des répressions sanglantes; éclatement de l'unité relative des organes de l'Etat, etc...

Dans le contexte résultant d'une telle situation s'inscrivent des oppositions de personnes ou de groupes, des jeux d'influence et des interventions qui n'ont pas provoqué l'évènement ou la situation mais qui peuvent en constituer des facteurs d'accélération ou de gauchissement.

Notre analyse - faite de Bruxelles, à partir des documents et témoignages disponibles - porte principalement aujourd'hui sur le développement des oppositions. Nous n'ignorons pas - on nous permettra de nous répéter - que ce type d'analyse ne peut être considéré comme portant sur les conditionnements fondamentaux de la situation. L'étude que nécessite ces conditionnements est longue : nous l'avons entamée mais il serait déraisonnable d'escompter des résultats valables, avant la fin de 1960.

1. Les formes "traditionnelles" de tension.

A. Comment se présentaient les oppositions avant le 30 juin 1960.

Avant l'indépendance du Congo, c'était un lieu commun d'opposer les milieux ruraux coutumiers aux centres urbains politisés, les partis "modérés" aux "extrémistes" et les groupes unitaristes aux tenants du fédéralisme, voire du séparatisme. Logiquement, surbase de ces antithèses abruptes, on opposait par exemple l'Alliance Rurale Progressiste au Centre de Regroupement Africain (Céréa), le Parti National du Progrès ou l'Assoreco au Mouvement National Congolais (MNC-Lumumba ou Kalonji), au Parti Solidaire Africain ou au Parti du Peuple; le MNC-Lumumba ou le Cartel Katangais au parti de M. Tshombe (la Conakat) ou de M. Kasa-Vubu (Abako).

Les élections de mai 1960 (quoi qu'on puisse penser des méthodes employées par certains partis ou de la valeur d'une épreuve démocratique dans un pays sous-équipé) ont révélé la fragilité de certaines affirmations : ainsi, des régions coutumières ont massivement voté pour les partis les plus nationalistes (ainsi, les Uele en faveur du MNC-Lumumba ou le Kivu en faveur du Céréa de M. Kasha-Mura); ainsi les "modérés" enregistrèrent généralement un échec considérable sauf dans des régions ou des groupes ethniques préalablement monopolisés (ainsi le PNP fut-il battu à Léopoldville, dans le Kasai et l'Equateur et ne s'imposa guère que sous l'étiquette LUKA chez les bayaka ou encore chez les Azandé).

Les négociations en vue de la constitution de gouvernements provinciaux ou national devaient manifester rapidement que les critères généralement admis pour définir les oppositions politiques au Congo ne résistaient guère à l'épreuve des faits.

Ainsi que nous l'avons exposé dans notre Courrier du 1er juillet, deux groupes se manifestèrent en juin, candidats au pouvoir et à l'initiative en matière de constitution du gouvernement.

Le premier groupe comprenait principalement le MNC-Lumumba, qui se présentait comme unitaire et non-tribaliste, les alliés kasaiens du MNC-Lumumba (en fait un regroupement anti-muluba), le Céréa, qui avait adhéré en janvier 1960 au cartel des partis fédéralistes à la table ronde, une aile du P.S.A. conduite par M. Gizenga, qui préconisait en juin 1959 la constitution d'une République du Kongo Central et l'alliance des ethnies réalisées au Katanga contre la Conakat (les baluba du Katanga de la Balubakat; les kasaiens de la Fédeka et les Tshokwe de l'Atcar).

Le second groupe, cherchant à constituer une alliance anti-Lumumba ou au moins un cartel capable de faire contrepoids à M. Lumumba comprenait pour sa part des partis fédéralistes et nationalistes "extrémistes" comme l'Abako et le MNC-Kalonji, des unitaristes comme le PUNA de M. Bolikango, des modérés comme les groupes constituant le PNP, des autonomistes au passé marqué par l'influence belge directe comme la Conakat ainsi que des formations moins importantes comme l'Unimo de M. Bomboko.

Ces regroupements étaient moins paradoxaux qu'il apparaissait à première vue (voir notre Courrier du 1.7.60) mais leur existence même fournissait une indication importante sur une caractéristique essentielle de la vie politique congolaise : si les partis étaient forcés de se fonder sur des groupes ethniques ou régionaux homogènes ou monolithiques, au niveau du pouvoir central, il était loisible aux leaders des groupes de pratiquer librement un jeu d'alliances au gré de leur disposition naturelle ou de leur intérêt politique.

Ainsi, les baluba kasaiens au Katanga ne trouvèrent rien à redire quand M. Kalonji joua la carte Conakat à Elisabethville, en vue d'un appui pour sa candidature à la présidence du Conseil à Léopoldville, alors que le MNC-Kalonji avait demandé à

ses membres de voter pour le cartel katangais (donc anti-Conakat) aux élections législatives. Ainsi, la colère des bangala n'éclata pas quand M. Bolikango se rallia au gouvernement Lumumba dans l'espoir d'être élu chef de l'Etat. Ainsi, les mongo trouvèrent-ils normal qu'on leur annonçât la nomination de M. Bomboko comme ministre des affaires étrangères dans le gouvernement projeté par M. Kasa-Vubu ou dans celui constitué par M. Lumumba.

Si donc, les leaders pouvaient agir à Léopoldville sans devoir rendre des comptes aux groupes qui les avaient élus (ce n'est certes pas là une situation propre au Congo), les rapports entre les élus d'un même parti se révélaient plus orageux à Léopoldville même. On le vit au moment de l'investiture du gouvernement Lumumba à la Chambre : les conflits d'appétits ministériels firent que le gouvernement recueillit 74 voix au lieu des 125 escomptées.

En d'autres termes, les oppositions que peut constater le grand public (celles qui se manifestent au Parlement de Léopoldville) revêtent un caractère personnel et passionnel, plus que structurel et fondamental. Cette caractéristique s'est maintenue aujourd'hui et c'est elle qui incline les observateurs à juger les oppositions de personnes comme si elles étaient profondément enracinées dans des groupes attentifs ou dans des partis agissants. Cette erreur d'interprétation conduit inévitablement à s'étonner de la passivité des masses (même à Léopoldville) à l'égard de faits qui, vus de l'extérieur, semblent mettre en cause le destin même de l'Etat et des forces qui l'ont fait naître.

Superficielles, personnelles, passionnelles, ces oppositions visibles n'en constituent pas moins une matière qui mérite examen. Il est essentiel pourtant de ne pas en faire le mécanisme fondamental de la crise actuelle. Il faut reconnaître pourtant que, dans leurs formes contradictoires et déconcertantes, elles sont souvent le véhicule ou le révélateur d'oppositions ou de situations déterminantes.

### B. Les avatars de juillet - août - septembre.

Officiellement, lors de la constitution du gouvernement Lumumba et de l'élection du Chef de l'Etat, une quasi-unanimité existait entre les partis politiques congolais sur le mode de gouvernement, sinon sur un programme. L'opposition se réduisait à un seul parti (le MNC-Kalonji) et à des mécontents individuels.

En fait, l'opposition réelle au 1.7.60 était plus large. La Conakat, par exemple, représentée dans le gouvernement central par un ministre des affaires économiques et un sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale s'estimait lésée et boudait visiblement : elle ne pardonnait pas au Premier Ministre d'avoir vidé le département des affaires économiques de sa substance, d'avoir pris lui-même la direction de la Défense et d'avoir confié au président de la Balubakat la charge de représentant du pouvoir central au Katanga. Le PUNA organisait des manifestations publiques, après l'échec de son président

pour la course au titre de Chef de l'Etat, exigeant que M. Boli-likango soit ministre de la Défense. De son côté, rappelons-le, le MNC-Kalonji s'en tenait à son projet de république autonome au Kasai (alliance des Baluba et du Parti du Peuple) et revendiquait des postes ministériels dans le gouvernement central.

Ces oppositions, à l'heure de l'indépendance, ne pouvaient guère contrarier sérieusement le gouvernement. Elles ne mettaient en cause (sauf dans le Kasai) que des "jeux" politiques sans grande incidence sur les masses et sur le crédit international du jeune état. Par contre, les grèves de l'OTRACO, les conflits sociaux de Coquilhatville, les exigences d'africanisation rapide formulées par l'APIC et surtout l'éclatement de la Force Publique à Léopoldville et dans le Bas-Congo constituent des phénomènes autrement décisifs pour le cours de l'histoire de la République du Congo.

Pendant les premiers jours qui suivirent la mutinerie de la Force Publique puis l'intervention belge au Katanga, à Matabele et à Léopoldville, le monde politique de Léopoldville réagit dans l'ensemble de manière identique : effroi et désarroi devant l'éclatement de l'outil du maintien de l'ordre; raidissement devant ce qui était perçu comme une agression étrangère; colère devant la sécession katangaise et ses soutiens.

Certes, des différences d'attitudes concrètes se manifestèrent assez vite : à l'égard des propos radiophoniques de M. Kasha-Mura, à l'égard des réfugiés belges (attitude de M. Bomboko), à l'égard même des forces belges d'intervention (spécialement à Léopoldville). Au Parlement, la seule manifestation de ces divergences fut une intention non confirmée de censurer le ministre de l'Information.

"L'union sacrée", symbolisée par les voyages et actes communs de MM. Kasa-Vubu et Lumumba, ne fut mise en question qu'après la première résolution du Conseil de Sécurité (14 juillet) relative au retrait des forces belges (1). Le 15 juillet encore, les ministres Kanza, Bomboko et Delvaux, accusés de "tiédeur" et de "complicité" dans l'intervention belge nieront devant le Parlement et affirmeront être d'accord avec le gouvernement et le Chef de l'Etat (2). Seul, M. Iléo manifeste son mécontentement d'avoir été exclu des négociations au Camp Léopold, le 8 juillet. Son influence et celle de M. Adoula est néanmoins sensible au Sénat : alors que la Chambre suit sans réserve les thèses de M. Lumumba (relations diplomatiques avec la Belgique), le Sénat tout en réclamant le retrait immédiat des troupes belges exige du gouvernement que le programme gouvernemental lui soit fourni dans les cinq jours, demande une révision de la composition du gouvernement et nomme une commission qui étudiera le problème de la rupture des relations diplomatiques avec la Belgique.

(1) Nous parlons ici de Léopoldville. Au Katanga, M. Tshombe prit l'initiative d'une rupture totale avec le pouvoir central et proclama l'indépendance de sa province dès le 11 juillet, le lendemain de l'intervention militaire belge à Elisabethville. M. Yav, ministre Conakat dans le gouvernement Central, démissionna le 16.7 et rentrera au Katanga avec les parlementaires de ce parti, le vice-président du Sénat (membre du Cartel Balubakat) et le sénateur Kitenge (Union Congolaise).

(2) voir page suivante.

Dès l'instant où les résolutions du Conseil de Sécurité sont connues à Léopoldville, certains leaders hésitent moins à prendre leur distance à l'égard des décisions de M. Lumumba. Le Sénat, par exemple, désapprouve le 18.7, la déclaration d'intention formulée le 17 par M. Lumumba concernant un éventuel appel aux soviets et M. Iléo prie télégraphiquement MM. Lumumba et Kasa-Vubu de rejoindre rapidement Léopoldville. Même la majorité de la Chambre à ce moment ajoute une attitude réservée et prudentielle : elle écarte l'idée de pouvoirs spéciaux et propose, après l'intervention des forces de l'ONU au Katanga, d'envoyer sur place une mission parlementaire "pour éclaircissement de la situation".

A ce moment, c'est moins M. Lumumba qui cristallise l'opposition parlementaire ou les critiques à Léopoldville que le Ministre de l'Information. Les milieux catholiques s'engagent publiquement dans une campagne de dénonciation contre "une information dirigée, contrôlée et dénaturée". Mgr. Malula, évêque auxiliaire de Léopoldville, consacre une lettre pastorale à cette question; les journaux "Courrier d'Afrique" et "Présence Africaine" sont très sévères pour M. Kasha-Mura. Une fois de plus, le 19.7, le Sénat s'engage dans le même sens que son président et décide "un examen approfondi des mesures de censure des communiqués remis au service de l'Information". En réponse à cette position des catholiques, le Président de la Chambre donnera (le 20.7) lecture d'une lettre d'un groupement de jeunesse lumumbiste, accusant Mgr. Malula, Mgr. Gillon, recteur de l'Université Lovanium, M. Makoso, directeur du Courrier d'Afrique et Bolikango ... de complot contre la personne du Premier Ministre.

Même si on ajoute à ces faits un "accrochage" au Sénat entre M. Iléo et M. Lumumba sur une question de prérogatives de l'assemblée, il faut reconnaître que jusqu'à la fin juillet, l'opposition parlementaire ne se manifeste guère :

- Le PNP paraît avoir cessé d'exister, son représentant, M. Lumbala, secrétaire d'Etat à la Présidence, apparaît comme un "dur" de l'équipe Lumumba et la presse belge le présente même comme l'homme le plus favorable à une intervention soviétique;
- La Conakat, le MNC-Kalonji, ont retiré leurs élus de Léopoldville;
- L'Abako reste silencieuse même si les jeunes prennent l'initiative de publier des tracts dans lesquels ils préconisent une relance de l'idée de la république mukongo (voir annexes).

Les groupes parlementaires des partis ne sont en tout cas pas le canal par lequel s'exprime une véritable opposition gouvernementale. Ce phénomène est profond et il est renforcé par le réflexe passionnel devant la présence militaire belge et devant la sécession katangaise.

-----  
 (2) (page précédente) Le 12 juillet pourtant, un message de M. Bomboko affirmait que "là où la chose était possible, les deux armées (belge et congolaise, NDLR) sont parvenues à rétablir l'ordre dans un esprit de collaboration et d'amitié".

Fin juillet, les oppositions réelles se manifestent :

1. dans certaines sphères catholiques, hostiles à M. Kasha-Mura et à sa politique de l'information;
2. dans la relance de l'idée autonomiste au sein de la jeunesse mukongo de Léopoldville (la Jabako);
3. dans l'opération "indépendance" au Katanga;
4. dans le réflexe autonomiste muluba au Kasai;
5. dans les milieux d'intellectuels congolais (voir plus loin).

Par contre, le Céréa s'est installé sur une ligne "dure" avec M. Kasha-Mura; le cartel Balubakat s'est solidarisé plus étroitement avec M. Lumumba en la personne de M. Sendwe; le P.S.A. est engagé par M. Gizenga dans une ligne de collaboration étroite avec M. Lumumba.(1)

En août et septembre, l'opposition parlementaire s'exprime plus nettement (au moins verbalement):

- Le 3 août, M. Bolikango (PUNA) dénonce la politique de M. Lumumba (voir en annexe) et le Comité du MNC-Kalonji adopte une attitude analogue le lendemain.
- Le 6 août, M. Diomi, vice-président du gouvernement provincial de Léopoldville et leader Abako réaffirme par télégramme au Conseil de Sécurité "position pour gouvernement mukongo dans Congo fédéral" et "rejette gouvernement centralisé".
- Le 7 août, la Jabako, tout en exigeant "l'évacuation immédiate des forces agressives belges", annonce une action non-violente contre le "néo-colonialisme" et attend de l'ONU l'organisation d'un referendum sur les structures politiques du Congo.
- Le 8 août, M. Bolikango se déclare en faveur d'une république de l'Equateur (mais cette idée ne paraît guère appuyée par le gouvernement provincial où le PUNA est en principe majoritaire).
- Le 10 août, dans une conférence de presse interrompue par la police, M. Iléo qui se dit "prêt à collaborer loyalement et sincèrement avec le Premier Ministre" développe les thèses fédéralistes, "le Congo étant composé de plusieurs peuples". Le même jour, des incidents violents éclatent aux locaux de l'Abako, suite à l'intervention policière.
- Le 9 août à Elisabethville, M. Kalonji proclame la constitution de "l'Etat Minier" ou "République Minière du Kasai".

Des contacts sont pris entre jeunes Abako, Puna et MNC-Kalonji en vue d'une action commune.

De son côté, l'APIC menace de déclencher la grève des fonctionnaires en date du 8 août pour protester contre les nominations politiques partisans faites par le gouvernement.

Parallèlement, on s'en doute, des interventions extérieures se développent, spécialement à Brazzaville, au Katanga et au

---

(1) Le développement du courant autonomiste mukongo au sein de l'Abako entraînera parallèlement une solidarité plus grande du PSA avec le gouvernement central, alors que M. Kamitatu dénonçait en juillet le régime centralisé qui a empêché son gouvernement de tenter une opération de redressement de la situation à l'échelon provincial.

Kasaï. Nous retiendrons ici le fait qu'elles encouragent les particularismes ethniques dans le but de vider le pouvoir central de ce qui lui resterait de substance, qu'elles tendent pour l'Abako à faire pression sur le Chef de l'Etat et qu'elles reflètent, dans leur origine, le processus d'internationalisation du problème congolais. On doit à la vérité de noter que ces tentatives de Brazzaville sont loin d'avoir l'efficacité que certains polémistes leur attribuent : il ne suffit pas de constater la simultanéité de deux faits pour en déduire automatiquement un rapport de cause à effet.

Dans ce climat, M. Lumumba réagit dès son retour à Léopoldville, après la visite des capitales africaines : le 8.8, l'état d'exception est proclamé dans tout le Congo; le 9.8, le Premier Ministre s'en prend publiquement à "une certaine presse catholique congolaise au service des impérialistes" et annonce que "l'armée arrêtera n'importe qui, blanc ou noir, qui voudrait créer des troubles"; pour lui, les partisans de la république mukongo sont "des fascistes complotant avec l'Abbé Fulbert Youlou"; le 18.8, un arrêté institue l'obligation d'une autorisation préalable pour les journaux et les associations; le 19.8, le rédacteur en chef du Courrier d'Afrique est arrêté; des perquisitions sont opérées dans des couvents en vue d'y rechercher des paras belges; le Premier Ministre demande à M. Kasa-Vubu de lancer un appel à l'unité nationale et au respect de la légalité; 300 soldats congolais sont envoyés au Kasaï pour briser "la république minière"; M. Bolikango est arrêté, etc...

Enfin, de cette opposition (on n'ose parler ici d'épreuve de force) surgira le conflit constitutionnel, M. Kasa-Vubu renvoyant M. Lumumba. C'est sans surprise que, le 12.9, on apprendra que MM. Bomboko, Bolikango, Adoula, Bolya, Delvaux, Kalonji, etc... figurent dans l'équipe gouvernementale de M. Iléo.

Le Cartel du début juin 1960 s'est plus ou moins reconstitué (élargi, il est vrai à quelques ministres MNC-Lumumba et Céréa dont on ne sait trop quelle est l'attitude exacte à l'égard des deux premiers ministres opposés). Au moment où le Colonel Mobutu procédera à sa "neutralisation", ce gouvernement central de M. Iléo n'était pas parvenu à s'imposer.

## 2. Les nouvelles formes de tension.

### A. Le phénomène ONU.

Dès le 14 juillet, à la demande de MM. Lumumba et Kasa-Vubu, le Conseil de Sécurité décidait d'intervenir au Congo. Le mandat "autorise le secrétaire général de prendre, en consultation avec le gouvernement de la République du Congo les mesures nécessaires en vue de fournir à ce gouvernement l'assistance militaire dont il a besoin et ce jusqu'au moment où les forces nationales de sécurité, grâce aux efforts du gouvernement congolais et avec l'assistance technique des Nations-Unies seront à même, de l'opinion de ce gouvernement, de remplir entièrement leur tâche".

Les relations entre le Secrétaire Général et M. Lumumba furent souvent difficiles. Les extraits du rapport de M. Hammarskjöld publiés en annexe fournissent une interprétation partielle du phénomène. Il est clair que le souci primordial de M. Lumumba était de réduire ou de briser les sécessions provinciales. Dans son esprit, l'ONU devait lui en fournir les moyens, sinon il entendait chercher ces moyens où il pouvait les trouver alors que le secrétaire général dont la formulation du mandat se ressentait nettement des tendances contradictoires qui coexistent au Conseil de Sécurité cherchait à éviter à tout prix une extension du conflit et surtout un affrontement Est-Ouest au Congo.

La croyance de M. Lumumba d'être assuré d'une aide militaire directe des pays africains (voir à ce sujet son télégramme du 6.8 à M. Kasa-Vubu) explique pourquoi, dès le début août (après la décision de M. "H." de surseoir à l'envoi de forces au Katanga, dans l'attente d'une précision du mandat), M. Lumumba a cru pouvoir rejeter ce qu'il appelait la menace de tutelle de l'ONU sur le Congo, exiger le retrait des contingents européens des Nations-Unies, accuser le secrétaire général d'être "un instrument des belges" au Katanga, etc...

Notre intention n'est pas d'analyser ici les rapports entre le secrétariat de l'ONU et le gouvernement Lumumba. Nous voudrions simplement en retenir quelques répercussions sur la politique congolaise :

- Les experts de l'ONU ont fortement souligné l'impossibilité de mettre en oeuvre un programme d'assistance financière, économique et technique au Congo aussi longtemps que le gouvernement central ne disposerait pas des mécanismes élémentaires de gestion de l'Etat et de maintien de l'ordre ou qu'il empêcherait (par crainte de contagion des séparatismes ou simplement par principe) les provinces d'assurer un fonctionnement minimum de l'économie, de l'administration fiscale, de l'enseignement, du maintien de l'ordre, etc... Cette manière de voir fut partagée - et c'est un facteur capital - par un certain nombre de congolais confrontés avec des problèmes concrets, immédiats et pour lesquels on leur demandait compte et par d'autres ("les universitaires", dont plusieurs étaient chefs de cabinet dans le gouvernement central) moins sensibles à l'hyper-politisation prévalant à Léopoldville qu'à l'opinion des techniciens étrangers dont dépend, à leurs yeux, la restauration administrative, financière, économique et sociale du pays.

- Le recours à l'aide directe, hors cadre des Nations-Unies, a provoqué, dans l'armée et dans certains partis ou groupes de la population, un réflexe de défense, directement dirigé contre les pays de l'Est, contre la Guinée et le Ghana. La visualisation de la présence de techniciens ou agents de ces pays est invoquée à la fois par MM. Kasa-Vubu, Ileo, Mobutu, etc... pour justifier leur intervention contre M. Lumumba.

La non-intervention de l'ONU dans l'assistance militaire directe à M. Lumumba pour son action contre M. Kalonji et Tshombe n'a pas eu comme résultat d'empêcher M. le Premier congolais de prendre des mesures militaires ou de l'amener à

chercher la négociation politique avec ses adversaires du Kasai et du Katanga. Au contraire, elle accéléra le processus d'intervention directe extérieure et aboutit à la tragique opération de Bakwanga. Politiquement, cette guerre civile (avec les premiers massacres du Kasai et du Nord-Katanga) incita M. Kasa-Vubu (c'est sa propre version) à précipiter la rupture avec le Premier Ministre.

- Le jeu des forces au sein de l'ONU explique, en bonne partie, la protection dont a bénéficié M. Lumumba depuis le 15. 9 et les tentatives de conciliation.

### B. La "nouvelle vague"...

Alors que le gouvernement central de Léopoldville était aux prises avec des problèmes politiques d'une exceptionnelle acuité, qu'il se trouvait placé au centre même de la contestation Est-Ouest et qu'il donnait priorité absolue aux facteurs et initiatives politiques, les gouvernements de province (spécialement celle du Kivu) cherchaient à assurer, malgré tout, une réponse aux problèmes concrets de gestion. Sans la sécession katangaise, et surtout si les moyens eussent existé, il est probable que le décalage entre la politisation extrême de Léopoldville et la "concrétisation" urgente de l'action provinciale se fût traduit par des tendances plus nettes encore vers la prise en charge directe des tâches techniques par les provinces.

Ce phénomène n'est pas un monopole des provinces. A Léopoldville même, la perception du décalage entre "politisation" et nécessité de résoudre les problèmes pratiques de gestion et de fonctionnement a été effective dans certains milieux de l'administration congolaise, des cabinets ministériels et de l'armée. La conférence de Genève (13 au 24 août), où des techniciens belges et congolais ont débattu des problèmes monétaires, a sans aucun doute constitué une date importante à cet égard. Les positions des experts de l'ONU, tant en matière financière qu'économique ou militaire n'ont pas dû laisser insensibles des hommes comme M. Ndele (Chef de cabinet aux finances) ou le Colonel Mobutu (qui considère le Général Kettani, réorganisateur de l'armée congolaise, comme son "conseiller et meilleur ami").

Sans écarter a priori une influence d'autres facteurs (comme le réflexe ethnique ou l'opinion majoritaire dans la population congolaise de Léo ou même, dans certains cas, des jeux d'influence), on peut voir dans l'opération "Commissaires Généraux" une tentative (peut-être impossible si elle s'isole) de dé-politisation des problèmes et d'instauration d'un type d'action plus "technicienne" au niveau du gouvernement central.

Compte tenu des diverses influences qui s'exercent au Congo (ONU; action du groupe afro-asiatique; influences privées et autres au Katanga), compte tenu aussi des conditions politiques existantes, on peut supposer que la tentative "nouvelle vague" ou technicienne constitue une donnée nouvelle dans la situation congolaise mais qu'elle ne peut à moyen terme que

constituer une composante de la vie de l'État. On peut comprendre aussi que si cette manière de voir est celle des hommes qui disposent actuellement de la force à Léopoldville, ils cherchent moins à provoquer une simple "réconciliation" entre opposants politiques "traditionnels" qu'une large conciliation, intégrant toute l'expérience récente du Congo indépendant et ses données socio-politiques complexes.

---

ANNEXE N° I :

Tract-message de l'Alliance des Jeunes du Kongo  
(JABAKO) diffusé fin juillet à Léopoldville.

=====

S.O.S. KONGO CENTRAL.

=====

Pendant plus d'un mois, des évènements d'une gravité incalculable se produisent dans l'ensemble des Etats de l'ex-Congo belge en partant du territoire Mukongo.

Par des manoeuvres magistralement orchestrées par ceux qui ne peuvent triompher et sursoir leur prestige qu'en semant des troubles et qu'en provoquant des désordres, on tente sciemment à engager le peuple Mukongo dans une politique de violence, politique qui est contraire aux principes de celle de non-violence qui est traditionnelle chez le peuple Mukongo.

Les violences et les sévices qui ne cessent de se commettre sur le territoire du Kongo Central ont jeté l'émoi dans la conscience du peuple Mukongo en général et de l'Alliance des jeunes du Kongo en particulier.

Ces atteintes à la dignité de la personne humaine et ces violations des droits imprescriptibles de l'homme nous ont forcés à nous replier en nous-mêmes pour examiner consciencieusement et sans passions les origines de cette calamité publique et ses conséquences à venir.

Après enquêtes et études approfondies de la situation, il ressort :

- que les troubles qui ont éclaté dans l'ex-empire colonial belge au lendemain de son accession à l'indépendance et qui se poursuivent encore jusqu'à ce jour sont le témoignage manifeste des intentions hypocritiques des colonialistes belges soutenus par la clique impérialiste d'entretenir dans ce pays un colonialisme économique en maintenant nos populations dans la misère et la faim;
- que nos gouvernants actuels, au lieu de déployer leurs efforts pour faire revenir la paix et la tranquillité, éléments indispensables à tout progrès, multiplient des déclarations démagogiques qui cachent difficilement leur incapacité notoire et leur mauvaise foi de ne vouloir dans l'immédiat se pencher sur des problèmes cruciaux du pays;
- que les gouvernements central et des Etats membres qui viennent de se former ne bénéficient pas de la confiance du peuple parce qu'ils sont bâtis sur l'héritage du colonialisme;
- qu'allure où vont les affaires de nos pays, nous ne pouvons nous attendre de ces gouvernants ni des solutions pacifiques, ni des progrès économiques, intellectuels, culturels et scientifiques, ni de bien-être social.

En conséquence, le Comité Central de la JABAKO, après avoir entendu les doléances de toutes les fractions dont il est le représen-

tant déclare :

- Attendu que le peuple Mukongo n'a pas combattu le colonialisme belge pour tomber les mains et les pieds liés dans un colonialisme International ou dans une dictature de certains fascistes sans scrupule;
- Attendu que les aspirations les plus légitimes de notre peuple sont de bénéficier de son indépendance hors de toute contrainte et de toute violence systématique et organisée contre l'homme sans distinction aucune;
- Considérant que notre silence ne pourra que faciliter l'exécution de certains programmes dictés du dehors qui ne tiennent pas compte des réalités du pays et des droits de peuples à disposer d'eux-mêmes;
- Considérant les responsabilités que nous avons envers cette jeunesse auprès de laquelle nous avons juré de ne rien épargner pour sauvegarder ses droits et sa liberté;
- Considérant que les engagements pris par le gouvernement national avec CIMCO concernant les sites d'Inga et les richesses minières de notre Kongo Central sont une tentative intentionnée du gouvernement national de vendre notre pays aux impérialistes;
- Considérant que la politisation de l'armée nationale ainsi que de l'administration sont le prélude de la réalisation des intentions de certains gouvernants de vouloir se débarrasser de leurs concurrents politiques et de conduire nos populations sous une dictature fasciste;
- Considérant que les manoeuvres qui se trament en coulisse tendant à faire envahir le Kongo Central par des éléments étrangers sont de nature à porter atteinte à nos valeurs culturelles et morales et à réduire le peuple Mukongo dans l'incapacité de réaliser ses aspirations légitimes;
- Considérant la volonté du peuple Mukongo de vivre le Kongo de ses ancêtres dans l'amitié et la collaboration avec tous les peuples d'Afrique et du monde;
- Considérant que la notion de minorité et de majorité ne peut en aucune manière être évoquée pour résoudre le problème Mukongo;
- Considérant que nous ne nourrissons d'aucun sentiment d'exonophobie envers d'autres peuples et que nous reconnaissons à qui que ce soit le droit d'habiter le lieu de son choix en respectant et en reconnaissant le droit de peuple chez qui il habite;
- Considérant que des violations flagrantes ont été commises à notre égard en ce qui concerne le droit foncier dans la ville de Léopoldville qui fait partie intégrante du Territoire du Kongo Central;
- Considérant la détermination de notre peuple de ne collaborer avec le gouvernement qui ne rencontre pas son assentiment;
- Considérant que le gouvernement national n'est qu'un élément de coordination des efforts des Etats que doit contenir l'Union des Etats d'Afrique Centrale;
- Considérant ce qui précède, l'Alliance des Jeunes de Kongo et sa section Jabako exigent des élus Bakongo d'être leurs interprètes auprès du Secrétaire général de l'ONU, du Chef de l'Etat et des autres personnalités internationales qui se trouvent dans notre pays pour qu'ils trouvent une solution acceptable favorisant la création pour le peuple mukongo d'un Etat autonome et souverain membre des Etats-Unis d'Afrique Centrale (anciennement République du Congo);
- Invitent le Gouvernement Central à prendre conscience de ses prérogatives d'élément de coordination et non de domination ou d'aliénation;

- Prient le Secrétaire de l'ONU et le Chef de l'Etat en qui le peuple mukongo met sa confiance de ne pas le décevoir lors du règlement de ce litige qui date d'un siècle;
- Rappellent aux élus Bakongo appelés ironiquement conseillers provinciaux que le moment est venu pour abroger le protocole provisoire qui a été signé entre les représentants de l'Abako et ceux du P.S.A.;
- Rappellent à tous les élus du peuple mukongo et à tous ceux qui détiennent une parcelle de responsabilités envers le dit peuple que si aujourd'hui, ils ne veulent pas écouter les gémissements et les grincements de dents du peuple, demain, il sera trop tard car tout est préparé pour les rendre incapables d'apporter des remèdes aux problèmes posés, ce qui ne fera qu'accroître la misère du peuple mukongo parce qu'il ne pourra plus servir son pays ni songer à l'avenir de sa postérité;
- Informent les adversaires de l'Etat mukongo que nous sommes prêts à recourir à nos méthodes de non-coopération et de désobéissance civile non-violente pour faire triompher nos aspirations et nos droits inaliénables;
- Lancent un pressant appel à tous les responsables, dirigeants et membres de l'Abako, de la Fabako et de la Jabako de se regrouper autour du drapeau de la République du Kongo Central comme par le passé et de suivre les mots d'ordre qui vous seront donnés;
- Invitent la jeunesse de l'ex-Empire colonial belge, d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique de nous soutenir dans la lutte que nous engageons pour une juste cause.

A bas le néo-colonialisme; A bas l'impérialisme; A bas le totalitarisme et le fascisme.

Vive la liberté et l'amitié des peuples.

Vive les martyrs de l'indépendance.

Vive le Kongo Central.

Vive l'unité africaine.

(s) LE SECRETAIRE GENERAL,  
Y. MABANDA.

---

ANNEXE N° II.

Tract anonyme diffusé à Léopoldville.

=====

Léopoldville, le 19.7.1960.

Appel aux Citoyens Congolais.

=====

Chers frères citoyens,

La situation est grave, nous avons la misère devant nos portes. Notre salut demeure dans nos efforts.

Après avoir trop souffert sous le joug colonialiste, nous avons acquis notre indépendance, le 30 juin dernier. Pour nous, le 30 juin

devait marquer le début de notre bonheur. Aujourd'hui, nous constatons que nous sommes menacés par la mort, la famine, le chômage, la pauvreté, en bref par la misère la plus noire.

Des troubles éclatent dans tous les coins du Congo, nos braves soldats font leur possible pour défendre le pays mais ils sont mis dans l'impasse, car ils ne sont sous le commandement d'aucune personne. Le Ministre de la Défense Nationale multiplie de voyages inutiles. La carence du Gouvernement est lourde de conséquences. Le Gouvernement n'a aucun programme et tous les ministres agissent sans directives précises. Jusqu'à ce jour, les Ministres n'ont pas encore commencé leur travail; ils courent les rues et jouent tantôt au commandant des troupes, tantôt au commissaire de police. Chacun d'eux ne sait pas jusqu'où vont ses compétences. Dans l'entre-temps, la Radio Nationale est transformée en instrument de propagande communiste. Une censure sévère est exercée à la Radio, tout ce qui démontre la complicité du Gouvernement est écarté par l'honorable Ministre de l'Information. On attise notre haine contre les Belges et on essaie de créer en nous la sympathie pour les Russes. Nous ne nous sommes pas libérés des chaînes de l'impérialisme occidental pour entrer dans la dictature russe (Nous ne nous sommes pas libérés des chaînes de l'impérialisme occidental pour entrer dans la dictature russe). On crée l'anarchie en désorganisant l'Armée et l'Administration pour pouvoir bien instaurer la dictature. Malgré que les forces de l'O.N.U. nous défendent bien (car là où elles se trouvent, la sécurité est assurée), nous apprenons en dernière minute que M. LUMUMBA a réquisitionné les troupes russes. Mes chers Frères citoyens, ne voyez-vous pas que notre gouvernement risque de provoquer la 3ème guerre mondiale en soulevant l'Est contre l'Ouest ?

Beaucoup d'entreprises ont fermé leurs portes et beaucoup de nos frères courent les rues sans travail. On nous a dit qu'on demandait à l'étranger des produits alimentaires pour nous; or, ceux-ci ne sont pas distribués gratuitement, il faut les acheter. Nous n'avons pas d'argent, comment allons-nous vivre avec nos femmes et nos enfants ?

Le Gouvernement transforme l'Armée en fief politique. Tous les postes-clés sont entre les mains <sup>soit</sup> des Batetela, soit des membres ou sympathisants du MNC-LUMUMBA. Très fin est le Chef de notre Gouvernement, il nous cache la vérité en flattant nos bas sentiments. N'est-ce pas le chef de notre gouvernement qui est responsable de la mutinerie de l'Armée Nationale ? Car il s'est permis d'aller dire aux militaires (son discours fait au camp Léopold le jour de la révolte) que l'indépendance est acquise pour les civils et non pour les militaires. Après avoir ainsi dit, il fait à la radio un discours plein de mensonge, laisse la ville dans le feu et s'envole pour Elisabethville, qu'allait-il faire à E'ville ? Le Chef d'Etat se laisse prendre par le rusé Premier Ministre qui l'entraîne partout. Les Bolikango, Kalonji, Nguvulu, Pinsi, Liongo, Mwamba, Adoula et consorts ne parlent plus.

Devant une telle situation, le Parlement ne bouge pas, savez-vous pourquoi ? Tous ces parlementaires s'occupent plus de leur indemnité (500.000 frs) que de nous. Après avoir voté leur "ubongo", le reste leur importe peu. De qui se moquent-ils exactement. Des voitures luxueuses mises à la disposition des Ministres servant au

transport de leurs "makango" à des heures indues. Finalement, ce sont les contribuables dont nous sommes qui paient et l'essence et la réparation.

Non, on en a assez, chers frères citoyens, comme il est dit plus haut, notre salut demeure dans nos efforts, secouons le Parlement pour qu'on nous épargne la misère. Sinon, nous allons souffrir amèrement. Exigeons entre autre ce qui suit :

1. Du travail pour tous.
2. Augmentation des salaires pour tous et diminution des impôts et taxes. Des nominations sans argent ne servent à rien .....
3. Programme du Gouvernement immédiatement.
4. De l'ordre dans le Gouvernement immédiatement.
5. Nous ne sommes ni pour les impérialistes américains, ni pour les communistes russes, nous voulons rester neutres. Seules, les forces de l'O.N.U. nous sauveront.
6. La Radio doit nous informer objectivement. Mieux vaut se taire que de nous dire le mensonge ou faire la campagne des partis.
7. Pas de politique à l'Armée et à l'Administration, sinon il éclatera des troubles graves.
8. Africains, nous sommes hospitaliers, nous voulons vivre avec tous les hommes de bonne volonté (blancs, noirs, rouges, jaunes, etc.) en franche collaboration et en amitié. En tant que artisans de notre civilisation, les Belges de bonne volonté qui veulent contribuer au développement de notre pays, ont plus de droits de rester avec nous que les impérialistes ou les communistes.
9. Si le Gouvernement actuel se révèle incapable d'assurer notre bonheur, qu'on forme un autre immédiatement.

Un groupe de citoyens désintéressés et apolitiques.

---

ANNEXE N° III :

Conférence de presse de M. Jean Bolikango,  
Président du PUNA (Léopoldville, 2 août 1960).

"Si nous avons demandé l'indépendance, c'était pour prouver au monde que, nous, congolais, nous sommes des hommes comme les autres, capables de nous administrer nous-mêmes. C'était surtout pour vivre ensuite en liberté et en paix".

Soulignant que l'on était loin de ce but et que le Congo offrait au monde, depuis l'accession à l'indépendance, un spectacle désolant à tous égards, l'orateur précisa : "Nous sommes en plein désordre. Ceux qui ont vécu avec nous, des années durant, partent sans laisser d'adresse. Pourquoi ceux qui étaient hier pour nous de vrais amis ne vivent-ils plus avec nous et sont-ils partis massivement, dans des conditions souvent regrettables pour ne pas dire honteuses ? Je ne cherche pas à établir ici des responsabilités, mais il faut dire que tout cela n'est pas à l'honneur de notre pays. Il en résulte que l'opinion internationale n'est pas toujours en notre faveur. Or, à cet égard, comme à beaucoup d'autres, il importait de penser au bien de notre pays. Ce qu'il fallait assurer tout d'abord, c'était l'ordre et la paix. Or, où en sommes-nous ? A présent, d'innombrables familles congolaises, en plus des familles européennes, sont dans l'épreuve et craignent chaque jour davantage qu'il leur arrive

malheur. Nous congolais, nous nous plaignons, à juste titre, autrefois, des agissements de certains européens, estimant que nous n'étions pas traités comme les autres hommes. Or, voici qu'aujourd'hui, nous sommes plus malheureux qu'avant et plus inquiets. Beaucoup parmi nous ne sont plus sûrs du lendemain ....".

"Où sont la liberté et la sécurité pour tous, promises avec l'indépendance ?" demanda M. Bolikango, prenant à témoin les journalistes : "A Stanleyville, les gens de notre parti subissent actuellement les mêmes vexations que les européens. Ils sont molestés, maltraités, emprisonnés des heures durant, simplement parce qu'ils ne font pas partie d'un parti déterminé. Ils doivent fuir tout comme les européens. A Bumba aussi, où je suis né, les vexations sont innombrables, quotidiennes. Nous réclamions la liberté pour tous et ce sont des congolais aujourd'hui qui l'étouffent, maltraitant leurs frères de races; comment se fait-il que, sous la domination des belges, nous étions moins maltraités qu'aujourd'hui ? De même, comment est-il concevable que l'on mette aujourd'hui à plat l'économie du pays, à tel point que ceux qui, hier, sous le régime colonialiste, étaient sûrs de leur pain, n'en sont plus assurés pour demain ? Aujourd'hui, au lieu de pain, on nous offre le couvre-feu et les baïonnettes; nous connaissions autrefois l'animation de la ville, la liberté de vivre. A présent, les rues sont désertes, occupées militairement. Est-ce là l'indépendance ou la "dépendance" ? conclut sur ce point le Leader du PUNA.

Revenant à la question des mauvais traitements subis par les siens, M. Bolikango annonça ensuite qu'il ne faillirait à ses responsabilités, en tant que chef de parti : "Si ces mauvais traitements continuent, dit-il, je donnerai à mes hommes l'ordre d'agir à leur tour, dut-il en résulter feu et flammes dans le pays".

L'orateur résuma ses conclusions comme suit :

1. Le Premier Ministre a obtenu la confiance du parlement, grâce à des voix qui sont maintenant dans l'opposition.
2. Au lieu de tenir compte des avis de l'opposition, en se montrant prudent dans sa politique intérieure et extérieure, il agit comme s'il n'y avait pas d'opposition, bien décidé à l'écraser non par le moyen des débats parlementaires mais par la menace à l'égard de représentants du parlement et des membres de certains partis.
3. Pour la santé économique du pays, il est temps que l'on mette fin à la campagne déguisée contre les étrangers qui tous prennent peur et quittent le pays. Il importe aussi que le gouvernement prenne des mesures spéciales de protection en formant un corps d'élite de gendarmerie nationale. Les volontaires pour cela ne manquent pas parmi la jeunesse congolaise.

---

#### ANNEXE N° 4:

Déclarations de M. Patrice LUMUMBA sur l'action  
de l'opposition. (juillet-septembre 1960.

=====

5.7.1960 : Au dîner organisé par la presse :

"Il y a des européens qui intriguent, qui tiennent des réunions secrètes. Le gouvernement le sait et il prendra des mesures. Ce sera avec peine mais il le fera".

22.7.1960 : Allocution à la radio congolaise, avant son départ pour New-York.

"Ceux qui ont monté des complots contre notre république, ceux qui ont commis cette atteinte contre la sûreté extérieure de notre Etat seront jugés demain par la justice de notre république. Nous avons prêté serment, le Chef de l'Etat et moi-même, vis-à-vis de la nation tout entière de sauvegarder l'unité et l'intégrité de ce pays. C'est cette unité, c'est cette force qui fera du Congo une grande puissance, une grande nation au centre de l'Afrique noire. On a voulu nous diviser, le Chef de l'Etat et moi-même. Parce que diviser pour régner. Nous avons compris depuis lors, entre le Chef d'Etat M. Kasa-Vubu et moi-même, il y a une unité de vue, une unité de logique, une solidarité et même pas une aiguille ne peut entrer entre nous, dans nos relations... C'est cette unité entre le Chef d'Etat et moi, c'est cela qui fait la force du Congo d'aujourd'hui".

9.8.1960 : Adresse à la presse internationale à Léopoldville.

"Les Abakistes qui ont réclamé l'indépendance du Bas-Congo sont des fascistes, complotant avec Fulbert Youlou"...  
 "Même une certaine presse congolaise catholique est au service des impérialistes"...  
 "Nous avons donné tous pouvoirs au Général Lundula pour une action décisive dans le pays. L'armée arrêtera n'importe qui, blanc ou noir, qui voudrait encore créer des troubles dans le Congo".

26.8.1960 : Conférence de presse à Léopoldville (version A.F.P.)

"Nous avons découvert un vaste complot organisé de Brazzaville où se coordonne toute l'opposition subversive des Belges, de nos ennemis du Katanga et du Kasai, avec l'accord complaisant des autorités du Congo ex-français et de la France".

"Les Belges ont installé un Etat-Major à Brazzaville. L'avion Sabena venu de Brazzaville, allant vers Bakwanga (Kasai) et saisi par nous à Luluabourg est une des preuves flagrantes de l'existence de ce complot, doublé d'un réseau d'espionnage. Toutes les relations ont été pour cette raison suspendues avec le Congo ex-français".

"Les petits incidents insignifiants qui se sont produits hier à l'ouverture de la conférence panafricaine ne doivent pas vous laisser penser qu'il y a une opposition au Congo. Ces incidents ont été provoqués par des fascistes à l'instigation d'un réseau belge dont nous connaissons les tenants et les aboutissants. Croyez bien que mon gouvernement est populaire. Je me rendrai demain à Stanleyville où vous constaterez la chaleur de l'adhésion populaire à mon gouvernement."

"Léopoldville n'est pas le Congo. Il faut aussi voir les réactions de l'intérieur."

---

ANNEXE N° V.

Rapport du Secrétaire général des Nations-Unies  
 (9 septembre 1960)

=====

.....  
 "Malgré les grandes ressources naturelles du pays, la situation

financière est une situation de banqueroute. Certes, il existe des avoirs financiers, mais qui sont désespérément insuffisants. Et, alors que la vie civile et la vie économique sont complètement désorganisées, où sont les nouvelles recettes, où sont les devises, où sont les impôts, où sont les droits de douane ? Nous nous trouvons en présence d'une nation avec un budget doté de tous les postes de dépenses nécessaires, mais sans rien pour couvrir ces dépenses - et il n'y a guère ou pas d'efforts faits pour les couvrir. Il est facile de montrer par des exemples où l'on aboutit de la sorte. Je n'en donnerai qu'un. Parmi les troupes que le Premier Ministre a envoyées au Kasai, certaines unités n'ont reçu aucune solde pendant deux mois et leur subsistance n'est pas assurée, si bien qu'elles désobéissent aux ordres et pillent la population civile dans des conditions que je n'ai pas besoin de décrire.

Dans cette situation, les porte-parole du gouvernement central parlent de l'assistance fournie par la collectivité internationale, par l'intermédiaire des Nations-Unies, comme s'il s'agissait d'une charge et ils traitent l'Organisation comme s'ils avaient tous les droits, sans aucune obligation. Ils semblent croire que l'indépendance de la République du Congo, au sens de la souveraineté internationale de l'Etat que chacun respecte, signifie aussi l'indépendance dans un sens absolu qui, dans notre monde interdépendant d'aujourd'hui, est dénué de réalité même pour un pays qui vit par ses propres moyens et qui est capable d'assurer sa propre sécurité et sa propre administration.

Un gouvernement sans moyens financiers dépend de ceux qui l'aident à faire face à ses besoins. Il peut dépendre financièrement d'un autre Etat, ou d'un groupe d'Etats, et lier de la sorte son destin à celui des donateurs. Ou bien il peut dépendre de la collectivité internationale tout entière, représentée par les Nations-Unies, et rester ainsi libre. Il n'est pas de troisième solution qui puisse empêcher un effondrement complet de l'Etat du fait de l'inflation ou une désintégration rapide de tous les services sociaux et économiques.

.....

L'argent fourni pour le financement des services élémentaires que le Gouvernement congolais a la responsabilité d'assurer à la population est manifestement de l'argent perdu - quels que soient les besoins et quelque impérieuses que soient les raisons politiques d'y faire face - si l'on ne fait rien pour restaurer l'ordre public dans la vie de la nation, de façon que l'activité économique reprenne, que les impôts puissent être perçus, que les devises s'accroissent et que les recettes de l'Etat s'accroissent.

Assurément, lorsque le Conseil de Sécurité a décidé de prêter assistance au Congo, il l'a fait en comptant fermement que les autorités congolaises ne négligeraient absolument rien pour tirer pleinement parti de l'assistance reçue et pour rétablir l'ordre et reconstituer l'existence de la collectivité. On nous dit maintenant que ce sont les Nations-Unies qui ont entravé les efforts faits dans ce sens par les autorités et, dans ces conditions, il est peut-être permis, à cet égard aussi, de dire un mot des réalités. ....

.....

L'épisode offre également un exemple - encore qu'il s'agisse évidemment d'un exemple extrême - des difficultés que nous avons à donner suite au vœu du Conseil de sécurité que, dans l'accomplissement du mandat qu'il nous a donné le 14 juillet, nous agissions en consultation avec le gouvernement central. L'Organisation des Nations-Unies a procédé à de très nombreuses consultations de ce genre dans toutes les régions du monde et à toutes les fins qui relèvent de ses attributions. Jusqu'à présent, nous n'avons jamais rencontré de difficultés qui n'aient pu être aisément surmontées. Mais lorsqu'une question avait été réglée avec un ministre responsable, sa parole était honorée par le gouvernement. Et lorsque le ministre responsable avait été consulté, nous n'étions pas censés régler aussi la question séparément avec le Premier Ministre. Ou bien, lorsque nous avons aidé les ministres responsables à obtenir des résultats favorables au cours d'une négociation, on ne nous accusait pas de comploter contre le gouvernement ou pis encore. Lorsque nous avons informé exactement le ministre des affaires étrangères de nos initiatives, on ne nous disait pas que nous avions dédaigné le gouvernement. Nous avons maintenant acquis une expérience nouvelle. Toutefois, cela importe peu si l'on pense que, pendant que nous devons attendre des réactions nous permettant d'agir, la situation ne restait pas stationnaire et exigeait des mesures urgentes qu'il a fallu prendre en fin de compte dans l'intérêt même de ceux dont nous avons vainement sollicité l'appui.

Il y a lieu, me semble-t-il, de donner un autre exemple des réalités des conflits et des difficultés internes.

Les renseignements qui nous sont parvenus des agents de l'ONU et de la Croix-Rouge internationale dans la région de Kasai indiquent que le personnel de l'armée nationale congolaise s'est livré au massacre non seulement de combattants, mais aussi de civils sans défense. Dans la région de Bakwanga, par exemple, des centaines de Balubas ont été tués les 29 et 30 août, d'après les agents de l'OMS et de la Croix-Rouge qui se sont rendus dans la région à cette époque. Un incident révoltant, dont il a beaucoup été question, a été le massacre, le 31 août 1960, par des troupes de l'ANC utilisant des machettes, de 70 Balubas, y compris des femmes et des enfants, qui s'étaient réfugiés dans une école de mission. D'après d'autres renseignements, des villages ont été pillés et incendiés et leurs habitants, hommes, femmes et enfants, tués. Les agents de l'ONU ont appris que des personnes non armées étaient délibérément tuées pour la simple raison qu'il s'agissait de Balubas.

Manifestement, ces actes ne peuvent être considérés simplement comme des exemples de conflit politique interne. Ils constituent une violation des plus flagrantes des droits élémentaires de l'homme et ont les caractéristiques du crime de génocide, puisque leur objet semble être d'exterminer un groupe ethnique déterminé, la tribu Baluba.

J'ai, en ce qui concerne l'évolution dans la région du Kasai, déjà mentionné l'état d'une partie des unités militaires de l'armée nationale congolaise. Il convient d'ajouter qu'il y a des preuves que les soldats ont cessé d'obéir à leur commandement, qui n'a pu contrôler leurs actes. Quels qu'aient été les motifs d'amener les troupes dans la région et quel que soit le rôle que l'on a pu se proposer de leur faire jouer dans le conflit intérieur, elles ont, bien entendu, par de tels manquements à la discipline, et une fois que les autorités ont perdu le contrôle, cessé d'être des éléments d'une armée responsable. Faut-il supposer que le devoir qu'a l'Organisation des Nations-Unies d'observer une stricte neutralité dans les conflits intérieurs et d'aider le Gouvernement central signifie que l'ONU ne peut agir dans de tels cas ?"....